



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 13/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Heidelberg Materials France Ciments

Usine de Villiers au Boin
37330 Villiers-Au-Bouin

Références : 2025-361_RAPVI HM FRANCE CEMENTS
Code AIOT : 0010000648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement Heidelberg Materials France Ciments implanté Usine de Villiers au Bouin 37330 Villiers-au-Bouin. L'inspection a été annoncée le 11/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Heidelberg Materials France Ciments
- Usine de Villiers au Bouin 37330 Villiers-au-Bouin
- Code AIOT : 0010000648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La cimenterie HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS est réglementée par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19021 du 21 juillet 2011 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2022. Une fermeture de la cimenterie est projetée pour fin 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 15/04/2025, article R.512-39-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
5	Réception des CSR - Radioactivité	AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.6.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Réception des CSR - Déchargement	AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.6.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
10	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Vérification des dispositifs de protection	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.4.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	Entretien et vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.6.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rapport d'activité	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Stockage des matières premières, déchets et produits finis	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 2.1 ; 5.3 ; 6.2 ; 8.1.1.1 ; 8.1.2	/	Sans objet
8	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 5.1.3	/	Sans objet
9	Stockage des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2025, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p>

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant a indiqué que l'activité du site a été arrêtée fin 2024 mais que la notification de cessation totale d'activité n'a pas encore été réalisée car la recherche de repreneurs pour le site est toujours favorisée. Il a précisé qu'officiellement le site fermera fin novembre.

Des mesures de mise en sécurité ont été initiées :

- évacuation des matières premières, produits finis, combustible et déchets ;
- mise en place d'un gardiennage (actuellement de 15h30 à 7h30 ; passera en continu dès juillet) ;
- mise en place de caméras sur le site ;
- fermeture de la vanne du portique gaz (l'exploitant ayant indiqué que celle-ci devait être effectuée au 16/04) ;
- commande d'un diagnostic environnemental (sols).

L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'à partir du 1er juillet, il n'y aurait plus de personnel sur site.

Il est rappelé à l'exploitant que la cessation d'activité doit être menée conformément aux dispositions des articles R.512-39 et suivants du Code de l'environnement.

La date d'arrêt définitif des installations n'a pas été notifiée au Préfet d'Indre-et-Loire. Les éléments permettant de justifier de la mise en sécurité du site sont à transmettre à l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Rapport d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.3

Thème(s) : Autre, Rapport d'activité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024

Prescription contrôlée :

Une fois par an, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux points a et b de l'article 9.4.2. ci-dessus ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport de synthèse précisera également le pourcentage de contribution thermique (pourcentage de l'énergie entrant apporté par la co-incinération de farines animales).

Le rapport d'activité de l'année N - 1 est transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 25 septembre 2024, il avait été constaté que la transmission du rapport d'activité de l'année N-1 avant le 30 avril de l'année N n'était pas respectée. Il était attendu que le rapport d'activité 2024 soit transmis avant le 30 avril 2025. Par courriel du 17 mars 2025, l'exploitant a transmis le rapport annuel 2024 de la cimenterie. L'échéance de transmission est respectée.

Le rapport d'activité 2024 comporte :

- Une présentation des installations « Déchets » ;
- Les éléments relatifs à la provenance, nature et quantité des déchets admis ;
- Une synthèse des résultats du suivi des rejets atmosphériques et aqueux ainsi que le rapport annuel de la tour aéroréfrigérante et celui de la biosurveillance des retombées atmosphériques ;
- Une liste des faits marquants.

Il est à noter que les synthèses des résultats du suivi environnemental (rejets atmosphériques et eaux) n'ont pas fait l'objet d'interprétation et que la synthèse des mesures en continu des rejets atmosphériques ne porte que sur le conduit n°1 (alors qu'une mesure en continu est également effectuée sur le conduit n°2).

L'activité de la cimenterie a été arrêtée (cf. constat "Cessation d'activité").

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024

Prescription contrôlée :

Article 9.2.1.1 : L'exploitant mesure et enregistre en continu la température des gaz de combustion du four de clinkérisation en un ou plusieurs points représentatifs des conditions de combustion.

L'exploitant mesure en continu, dans les émissions gazeuses du conduit n°1, les substances suivantes : poussières ; substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur (COT) ; chlorure d'hydrogène ; dioxyde de soufre ; oxydes d'azote et ammoniac (traitement des oxydes d'azote par injection de réactif azoté) ; monoxyde de carbone ; oxygène et vapeur d'eau.

La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.

L'exploitant mesure également en continu, dans les émissions gazeuses du conduit n°2, les poussières.

Article 3.2.3.2 modifié : Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites définies à l'article 3.2.3.1.1 ci-dessus pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote [...]

Article 3.2.3.1.1 modifié : Les installations sont équipées et exploitées de manière à ce que les valeurs limites suivantes, exprimées en mg/Nm³, ne soient pas dépassées : cf. tableau dans APC du 3 juin 2022.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 25 septembre 2024, il avait été constaté que les valeurs limites d'émissions dans l'air n'étaient pas respectées (moyennes journalières dépassant les limites définies à l'article 3.2.3.1.1). Il était attendu que l'exploitant justifie de la mise en place et de l'adéquation des actions correctives nécessaires pour la conformité des rejets atmosphériques.

Aucun justificatif permettant de répondre au constat formulé n'a été transmis par l'exploitant à l'Inspection suite à la visite.

Par courriel du 14 janvier 2025, l'exploitant a transmis les rapports mensuels des mesures en continu des rejets atmosphériques pour le quatrième trimestre de 2024. Des dépassements des moyennes journalières, pour le conduit n°1, ont été mis en évidence pour les paramètres suivants :

	NOx (VLEj = 500 mg/Nm ³)	COT (VLEj = 25 mg/Nm ³)	NH3 (VLEj = 30 mg/Nm ³)	Poussière (VLEj = 20 mg/Nm ³)
Octobre 2024 (sur 26 jours de fonctionnement du four)	-	4 (maximal mesuré de 37,16 mg/Nm ³)	6 (maximal mesuré de 117,53 mg/Nm ³)	8 (maximal mesuré de 161,10 mg/Nm ³)
Novembre 2024 (sur 26 jours de fonctionnement)	1 dépassement (5 2 2 , 3 3 m g / N m 3)	-	-	26 (maximal de 47,26 mg/Nm ³)

<i>fonctionnement du four)</i>	mg/Nm3)			
Décembre 2024 (sur 20 jours de fonctionnement du four)	-	9 (maximal mesuré de 33,55 mg/Nm3)	-	20 (maximal mesuré de 50,26 mg/Nm3)

Les dépassements ont fait l'objet de commentaires dans les rapports mensuels de mesures en continu des rejets (identification des causes, actions correctives mises en places).

Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant a indiqué qu'il y a eu un essai pour redémarrer le four début 2025 mais que suite à un problème de ventilation, celui-ci n'a pas fonctionné. Il n'y a pas eu de rejets depuis l'arrêt du four (cf. constat " Cessation d'activité).

Le constat de la visite précédente est reporté : les rejets atmosphériques du quatrième trimestre 2024 n'ont pas respecté les valeurs limites d'émission dans l'air.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait, en outre, réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé

par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :

- 2 mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu ainsi que du débit, dans les émissions gazeuses du conduit n°1 ;
- 2 mesures par an du fluorure d'hydrogène, dans les émissions gazeuses du conduit n°1 ;
- 1 mesure par an des HAP, dans les émissions gazeuses du conduit n°1 ;
- 2 mesures par an des poussières ainsi que du débit, dans les émissions gazeuses du conduit n°2 ;
- 1 mesure par an des poussières ainsi que du débit, dans les émissions gazeuses des conduits n°3 et n°4.

L'exploitant fait, enfin, réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :

- 4 mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des métaux (As + Co + Ni + Se + Te), du total des métaux (Sb + Cr + Cu + Sn + Mn + Pb + V + Zn), du total des métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furanes, dans les émissions gazeuses du conduit n°1 ;
- 1 mesure par an du benzène, dans les émissions gazeuses du conduit n°1.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 25 septembre 2024, il avait été constaté que la fréquence trimestrielle de mesures des métaux et des dioxines/furanes pour le conduit n°1 n'avait pas été respectée en 2023. Il était attendu que le rapport d'analyse des rejets du conduit n°1 au quatrième trimestre 2024 soit transmis à l'inspection afin de justifier du respect de la fréquence trimestrielle de mesure des métaux et des dioxines/furanes.

Aucun justificatif permettant de répondre au constat formulé n'a été transmis par l'exploitant à l'Inspection suite à la visite.

Un contrôle inopiné des rejets atmosphériques a été effectué du 28 au 29 novembre 2024. Celui-ci a porté sur les rejets du conduit n°1 (four).

Suite à la visite d'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport du contrôle inopiné (n°CENP240505-24-84-R1 du 28 janvier 2025). Les métaux et les dioxines/furanes ont bien été mesurés. La fréquence trimestrielle de mesures de ces paramètres a été respectée sur 2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réception des CSR - Radioactivité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.6.4

Thème(s) : Autre, Stockage et co-incinération de CSR

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024

Prescription contrôlée :

Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis. Un tel équipement n'est cependant pas obligatoire si les CSR proviennent d'un nombre restreint de producteurs et si des contrôles sont réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité.

Constats :

Suite à la visite d'inspection précédente du 25 septembre 2024, il était demandé à l'exploitant de justifier du contrôle de radioactivité des CSR.

Aucun justificatif permettant de répondre au constat formulé n'a été transmis par l'exploitant à l'Inspection suite à la visite.

Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant disposait des éléments justifiant du contrôle de la radioactivité des CSR pour un de ses fournisseurs (attestation de la présence de portiques de radioactivité + rapports de vérification de ces portiques).

Pour le deuxième fournisseur de CSR, l'exploitant a indiqué que le contrôle de radioactivité est effectué mais n'avait pas d'élément en sa possession pour le justifier.

Le constat de la visite précédente est reporté : le contrôle de la radioactivité des CSR est à justifier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Réception des CSR - Déchargement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2022, article 8.1.6.4

Thème(s) : Autre, Stockage et co-incinération de CSR

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant de l'installation de co-incinération prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes[...]</p> <p>L'approvisionnement du four de clinkérisation ne doit pas être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Les CSR sont déchargés directement dans une trémie équipée d'un dispositif de prévention des envols ; ils sont ensuite transportés par un convoyeur mécanique vers une trémie-tampon et un doseur pondéral puis transférés dans un sas et injectés pneumatiquement à la tuyère.</p> <p>Le déversement du contenu des bennes doit se faire au moyen d'un dispositif qui l'isole de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 25 septembre 2024, il avait été constaté que les mesures mises en place pour prévenir ou limiter les effets négatifs sur l'environnement ne semblaient pas être suffisantes (amas de CSR). Aucun justificatif permettant de répondre au constat formulé n'a été transmis par l'exploitant à l'Inspection suite à la visite.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant a indiqué qu'il ne reste plus de bennes contenant des CSR sur le site (seules des bennes vides sont encore présentes sur le parking, celles-ci ayant été vues lors de la visite du site).</p> <p>Concernant la zone de déchargement des CSR, l'exploitant a indiqué qu'il y a eu un nettoyage mais qu'il reste encore un peu de CSR dans les quais (quantité estimée entre 500 kg à 1 tonne par l'exploitant).</p> <p>La zone de déchargement a été vue au cours de la visite du site. Des amas de CSR sont encore présents par terre et dans les quais de déchargement.</p> <p><u>Le constat de la visite précédente est reporté : les mesures mises en place pour prévenir ou limiter les effets négatifs sur l'environnement des CSR ne sont pas suffisantes. Le nettoyage de la zone de déchargement est à justifier.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Stockage des matières premières, déchets et produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 2.1 ; 5.3 ; 6.2 ; 8.1.1.1 ; 8.1.2
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : <u>Article 2.1 de l'AP du 21/07/2011 :</u> Les matières premières sont stockées dans un hall ouvert de pré-homogénéisation situé dans l'usine. <u>Article 5.3 de l'AP du 21/07/2011 :</u> Le clinker refroidi est stocké dans des silos. <u>Article 6.2 de l'AP du 21/07/2011 :</u> Les produits obtenus sont stockés dans des silos. <u>Article 8.1.1.1 de l'AP du 21/07/2011 :</u> Le dépôt est installé dans un hangar couvert et fermé. <u>Article 8.1.2 :</u> Le charbon broyé est stocké dans une trémie tampon métallique, fermée, de 12 tonnes (20 m3) [...]. <u>Article 4.1.1 de l'APC du 03/06/2022 :</u> Les farines animales, les boues de station d'épuration et les semences déclassées sont stockées dans un silo [...] La quantité stocké dans le silo est au maximum de 110 tonnes (220 m3).
Constats : Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant a précisé les quantités de matières premières, produits finis et combustibles encore présentes sur site : <ul style="list-style-type: none">- 1 000 tonnes de charbon/coke ;- 400 à 500 tonnes de gypse, idem pour le schiste ;- 7000 à 8000 tonnes de clinker dans le hall et 13 000 tonnes dans les silos ;- 7 tonnes d'adjuvant ;- 800 tonnes de sables ;- 1 500 tonnes de ciments (représentant 2 silos). Le charbon broyé (normalement stocké dans une trémie tampon) a été totalement consommé avant l'arrêt du four. Le silo des semences déclassées est vide. L'exploitant a précisé que la plupart des stocks encore présents vont être transférés sur d'autres sites du groupe. <u>Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats :

<p>Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2025, les zones de stockage de déchets ont été vues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'extérieur (parc déchets) : ferraille, DIB, cartons, aciers spéciaux ... (dans des bennes spécifiques à chaque type) ; - à l'intérieur (dans un hall spécifique) : DEEE, papiers, batteries ... <p>L'exploitant a indiqué avoir commencé à évacuer certains déchets (huiles usagées notamment). Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une extraction du registre de suivi des déchets où les sorties suivantes ont notamment été consignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 04/04/2025 : 2 caisses grillagées et 1 caisse palette de DEEE (quantité correspondante non précisée) ; - 08/01/2025 : 215 kg d'huiles de transformateurs non polluées ; - 18/12/2024 : 5 000 kg de boues de fosses septiques. <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Stockage des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant a indiqué que les produits chimiques encore présents sur site se situent notamment au niveau de l'atelier de maintenance/mécanique (fûts d'huile et de graisse) et au niveau du laboratoire (petits contenants stockés dans des armoires de sécurité pour produits chimiques).</p> <p>L'exploitant a précisé que, dans le cadre de l'arrêt des activités (cf. constat "Cessation d'activité") ces produits seraient soit transférés sur un autre site du groupe soit repris par le fournisseur.</p> <p>Lors de la visite du site, les zones de stockages de produits dans l'atelier de maintenance/mécanique ont été vues : une dizaine de fûts d'huile ainsi qu'une quarantaine de fûts de graisse, stockés sur rétention, ont été constatés.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Installations électriques - Mise à la terre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle des installations électriques</p>

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024

Prescription contrôlée :

[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises [...].

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 25 septembre 2024, il avait été constaté que les installations électriques n'étaient pas maintenues en bon état (déjà constaté lors de la visite de 2023). Il avait été précisé à l'exploitant que les observations présentant un risque d'incendie et d'explosion devaient faire l'objet d'actions correctives en priorité.

Aucun justificatif permettant de répondre au constat formulé n'a été transmis par l'exploitant à l'Inspection suite à la visite de septembre 2024.

Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant ne disposait pas des éléments permettant de justifier de la vérification 2024 des installations électriques et le registre de suivi des non-conformités électriques n'a pas pu être consulté : la personne en charge du suivi des installations électriques étant absente le jour de la visite.

L'inspection n'a pas pu vérifier si des non-conformités électriques présentent des risques d'incendie et d'explosion (attestations Q18 non disponibles).

L'exploitant a précisé que certains éléments ont fait l'objet d'une coupure d'alimentation électrique dans le cadre de la mise en sécurité du site (cf. constat " Cessation d'activité) mais n'a pas pu en apporter de justificatifs.

Le maintien en bon état des installations électriques ne peut pas être certifié. Le rapport de vérification 2024 des installations électriques et les attestations Q18 correspondantes sont à transmettre à l'Inspection. En cas de risques incendie/explosion identifié, l'exploitant notifiera les actions prises pour les non-conformités correspondantes dans le cadre de la mise en sécurité du site et apportera les éléments justificatifs nécessaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Vérification des dispositifs de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle annuelle est réalisée par un organisme compétent. L'état des dispositifs contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant ne disposait pas des éléments permettant de justifier de la vérification visuelle et de la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre : la personne en charge de ce suivi étant absente le jour de la visite. <u>Le respect des fréquences des vérifications visuelle et complète des dispositifs de protection contre la foudre ne peut pas être certifié. Les rapports de vérifications sont à transmettre à l'Inspection.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Entretien et vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant ne disposait pas des éléments permettant de justifier de la vérification des moyens de lutte contre l'incendie : la personne en charge de ce suivi étant absente le jour de la visite.

Lors de la visite du site, par sondage, les vignettes de vérification de l'extincteur n°272 et du RIA n°7 ont été regardées. Les dates inscrites de celles-ci sont respectivement octobre 2024 (pour l'extincteur) et avril 2023 (pour le RIA).

Le respect de la fréquence de vérification des moyens de lutte contre l'incendie ne peut pas être certifié. Les rapports de vérification sont à transmettre à l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours